



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Vingt-deuxième billet, mai 2012)**

Chères habitantes et Chers habitants de la Commune,

A l'heure du traditionnel rapport d'activité de l'année écoulée, le Conseil communal peut, avec satisfaction, tirer un bilan positif de la situation de la commune. L'endettement est en constante diminution depuis la dernière législature : passant de près de 100 millions de francs en 2006 à 76 millions en 2010 et 68 en 2011, grâce à des rentrées fiscales des personnes morales très intéressantes. Ces bonnes nouvelles au plan fiscal, alliées à une politique de rigueur du Conseil communal ont permis une accélération du remboursement de la dette communale et de faire des réserves pour des gros travaux à venir, en particulier pour les dépenses d'infrastructures.

Certes, des esprits chagrins retiendront que le Conseil communal s'est surtout concentré sur la consolidation des acquis et n'a pas mené une politique d'investissements très active, en particulier en mettant en veilleuse des chantiers importants – la passerelle, par exemple. Et d'autres de relever qu'en période d'austérité économique, il est « normal » que les collectivités publiques soutiennent l'économie en procédant à des dépenses d'investissements. D'autres encore trouveront l'effort en faveur de la qualité de vie insuffisant ou pas assez soutenu. En fin de compte, le choix politique du Conseil s'est avéré bénéfique puisque, allié à une excellente situation financière des personnes morales, il aura permis à la commune de se redresser et il lui laisse à présent des coudées plus franches pour la réalisation de ces infrastructures.

Un constat cependant doit rester à l'esprit de chacun : si les rentrées fiscales des personnes morales ont largement dépassé les prévisions budgétaires, en revanche, celles des personnes physiques tendent à s'amenuiser, même en-deçà des prévisions, pourtant très prudentes, du budget. En d'autres termes, les ménages ont moins d'argent et/ou la commune compte davantage de contribuables à revenus plus modestes. Dans ces circonstances, même si l'assiette fiscale des personnes morales est très avantageuse, la prudence est d'autant plus de mise que celle-ci peut varier très brusquement d'une année à l'autre.

Un autre élément qui inquiète le Conseil est lié à la péréquation financière cantonale. Pour le Canton, elle s'élève à 25 millions de francs. Pour Villars-sur-Glâne, elle suppose le versement, chaque année, de 5 millions de francs, soit le cinquième de la

péréquation cantonale. Avant même toute activité ou toute dépense de fonctionnement, la commune débourse, d'entrée, le treizième de son budget de 65 millions de francs pour 2012, au nom de la solidarité intercommunale. De plus, par le biais des pots communs des diverses ententes intercommunales auxquelles la Commune est partie, fondés sur le système de la péréquation cantonale, auquel s'ajoutent des composantes supplémentaire de solidarité, la Commune a vu ses participations financières augmenter très sensiblement ; par exemple, rien que pour les CO : + 300'000 francs ! Autre souci récurrent : l'augmentation constante et linéaire des dépenses liées qui chargent toujours plus, au fil des années, le bateau communal.

Sans nier que l'augmentation de certaines dépenses se justifie, Conseil communal fustige une sorte de « fuite en avant » liée à l'acceptation de tâches supplémentaires ou à l'implication de nouveaux moyens, fort onéreux et pas toujours appropriés. Il est, par ailleurs, très réservé face aux contraintes financières qui se dessinent et restera très ferme quant à des participations à de nouvelles ententes. C'est le cas pour l'Association Régionale de la Sarine (ARS), dont les statuts ont été adoptés en fin d'année passée et qui est actuellement soumise aux législatifs de toutes les communes de la Sarine.

A cet égard, je tiens à relever que Villars-sur-Glâne n'est pas opposée à toute forme de collaboration intercommunale au plan économique ou d'infrastructures, mais estime que celle-ci doit répondre à un besoin spécifique bien défini et doit être financièrement supportable, notamment pour des communes fortement contributrices au plan péréquatif. Récemment, la Commune du Mouret vient de refuser ces statuts, ce qui, juridiquement, signifie la mort de l'ARS, mais elle pourrait renaître sous une autre forme. Ce refus repose – entre autres – sur une analyse financière d'un citoyen du Mouret, spécialiste en matière de finances communales, lequel affirme notamment que la limite d'endettement de cette association pourrait se révéler dangereuse pour les communes. C'est aussi – et ça a toujours été – l'avis du Conseil communal qui l'estime, en l'état, difficilement supportable et qui, d'autre part, refuse le mode de financement choisi, car il implique une trop forte solidarité pour les communes payeuses, dont Villars-sur-Glâne (à l'inverse, du reste, du Mouret qui voudrait introduire une composante de solidarité encore plus importante).

Cela étant, le Conseil communal a décidé la réalisation ou la planification de plusieurs projets pour la législature en cours. Ils touchent tous les dicastères. Ils seront élaborés de telle sorte qu'ils n'alourdissent pas la dette communale et restent dans des limites financières acceptables. Certains sont dictés par les impératifs incontournables, comme la réfection de bâtiments, (l'école de Cormanon, par exemple), l'élargissement de cercles scolaires, les travaux d'agrandissement des Martinets ; d'autres tiennent de la qualité de vie ou des besoins d'écologie et d'économie d'énergie, tels les panneaux photovoltaïques, l'éclairage public, les zones trente, les modifications et autres travaux routiers, les questions liées à l'élimination des déchets, etc. Le Conseil tient aussi à réaliser des projets attendus depuis longtemps, comme la passerelle ou le centre de quartier à Villars-Vert. Il examine la possibilité de loger l'administration dans un bâtiment ad hoc, de même qu'il se penche sur la création d'infrastructures sociales, culturelles et en faveur de l'enfance et de la vieillesse.

Les mois à venir seront donc chargés au plan des travaux et le Conseil communal les mènera à terme selon son programme de législature et une planification réfléchi en fonction des possibilités financières de la commune.

Il compte sur votre soutien et, si vous avez des idées, il reste à l'écoute et ouvert à toute proposition constructive.

Erika Schnyder, syndique